

60 000... Jeux de chiffres, jeux de dupes.

« François Hollande avait promis 60 000 postes pour l'école à l'horizon 2017. A la moitié du quinquennat, le ministère de l'éducation nationale reconnaît en avoir créé 3 856 dans l'enseignement public (2 906 dans le primaire et 950 en collèges et lycées). » Ce décompte, lu dans la presse (article du Monde du 5 novembre), est parfaitement exact. La journaliste poursuit sa démonstration en expliquant que la promesse du candidat ne sera pas tenue, loin de là : d'une part, les postes affectés à l'éducation sont en majeure partie des postes de stagiaires (c'est-à-dire des postes à temps partiel), d'autre part ils permettent de financer la mise en place des REP (avec la pondération). A titre d'exemple, pour l'année 2015, sur les 9 421 postes affichés au budget, seuls 2 261 correspondent à des postes de titulaires. Malgré de savants jeux d'écriture, les moyens d'enseignement ne sont donc pas à la hauteur des besoins, et ne permettront pas de faire face à la hausse démographique annoncée.

Alors, promesse de dupes ? Malheureusement, oui : nous avons dénoncé, dès 2012, le fait que les moyens alloués à l'éducation, prétendue priorité du gouvernement, le soient par redéploiement sur le dos d'autres ministères moins chanceux ; nous avons aussi réclamé des politiques éducatives radicalement différentes (et pas forcément coûteuses) pour changer l'école : fin des pressions managériales, suppressions des réformes contestées, dispositifs pour d'autres pratiques pédagogiques... Au lieu de cela, le quotidien des enseignants s'est dégradé : effectifs lourds, charge de travail aggravée, salaires gelés. Sur le terrain, les postes restent vacants, les remplaçants inexistantes. Le gouvernement a agité les 60 000 postes pour nous faire avaler nombre de couleuvres : aujourd'hui, c'est la vérité des prix sur les prétendus moyens pour l'école. Les DHG viendront, en janvier, confirmer la débâcle annoncée. Il faut donc préparer une mobilisation massive dans l'éducation début 2015.

Véronique PONVERT, Collège Léo Lagrange, Le Havre.

POUR NOUS
CONTACTER

76 : LE HAVRE : veronique.ponvert@orange.fr
stephanie_moi1980@yahoo.fr
ROUEN : annedesj@orange.fr
pierre.berche@univ-rouen.fr
27 : PT-AUDEMER : pascal.adams@wanadoo.fr
LOUVIERS : philippe.thouement@wanadoo.fr

www.ecoleemancipee.org

Violence policière, violence sociale

Les coups continuent de pleuvoir sur les classes populaires et les services publics, au même rythme que les cadeaux consentis au patronat et aux plus riches par un gouvernement entièrement dévoué aux intérêts d'une classe sociale qui mène la société – et la planète – au bord du gouffre.

Le budget 2015 voté par l'Assemblée nationale mardi dernier accentue encore des mesures d'austérité qui se traduisent pour la majorité de la population par un désastre social. Jamais le chômage, la précarité et les inégalités n'ont été aussi forts.

Ainsi, l'INSEE indique dans son « Portrait Social » pour 2014 que le seuil de revenu des 10% de ménages les moins aisés a baissé de 1,3% chaque année entre 2007 et 2011.

A l'inverse, les profits des grands groupes – principaux bénéficiaires des 50 milliards du « pacte de responsabilité » – eux, se portent bien !

Tout comme, de manière plus générale, les revenus des plus riches, en France, comme à l'échelle de la planète. La dernière édition du « Global wealth report » de Credit Suisse rappelle que la moitié de la population détient moins de 1% de la richesse mondiale... mais le décile le plus riche de la population concentre 87% de cette richesse.

A cette violence sociale se combine une violence policière de plus en plus systématique. L'une est au service de l'autre.

La répression, dans les entreprises ou sur les chantiers de projets inutiles et destructeurs, est la seule réponse du pouvoir à celles et ceux qui résistent et refusent le saccage social et environnemental actuel et le monde qui va avec. Une réponse sous forme de grenade offensive pour Rémi Fraisse.

Face à cette violence au service d'une minorité égoïste, notre force est celle du plus grand nombre, l'écrasante majorité qui subit les conséquences d'une politique qui ruine la société.

Nous n'avons rien à gagner à laisser faire ce gouvernement et tout à perdre.

Malheureusement, les résistances actuelles ne sont pas à la hauteur des attaques.

La mobilisation nationale du 15 novembre à l'appel du collectif « Alternative à l'Austérité » a réuni plusieurs dizaines de milliers de manifestants partout en France. Mais il s'agit d'aller bien plus loin, d'entraîner toutes les forces du mouvement social – syndicales, politiques et associatives – pour reprendre l'initiative et préparer une riposte d'ensemble.

Pascal ADAMS, Lycée Jacques Prévert, Pont-Audemer.

**Elections professionnelles
du 27 novembre au 4 décembre :
votez pour les listes présentées par
la FSU et ses syndicats**

Éducation Prioritaire : Non à la carte de l'austérité !

Aspect majeur de la réforme de l'Éducation Prioritaire lancée en janvier 2014, la révision de la carte des réseaux devient aujourd'hui réalité. Dès septembre, le ministère a annoncé les dotations académiques, confirmant ses choix politiques et budgétaires : l'austérité n'épargne aucun service public !

Ainsi les 350 millions d'euros consacrés à cette réforme, effort dont se vante le ministère, ne sont pas une dotation supplémentaire au budget de l'Éducation Nationale mais un simple redéploiement interne. Et ces 350 millions ne représentent même pas 1% des 40 milliards de cadeaux au patronat du pacte de responsabilité...

La nouvelle cartographie tient donc ce cap de l'austérité. Avec l'intégration (tout à fait légitime) de Mayotte et de la Guyane, le choix de fonctionner avec une enveloppe constante de réseaux (1082) a pour conséquence la diminution de la surface de l'Éducation Prioritaire en métropole, au mépris d'une situation économique et sociale partout dégradée.

L'académie de Rouen paye comme beaucoup d'autres ce choix politique : 45 réseaux en septembre 2015, contre 51 actuellement. Le rectorat a fait ses premières annonces mi-novembre. 9 réseaux sortent de la nouvelle cartographie ! Ces collègues et nombre d'écoles en difficulté verront donc leurs moyens diminuer (fermetures de classe, DHG en baisse...), et de nombreux autres ne pourront intégrer l'Éducation Prioritaire alors que leur situation le nécessite. La ghettoïsation est encouragée en sanctionnant les collègues au recrutement mixte d'une sortie de la nouvelle carte, les secteurs ruraux sont laissés pour compte et les lycées ne sont pas même évoqués.

Quant à la promesse d'une révision tous les 4 ans de cette carte, il s'agira dans la logique actuelle d'abord d'opportunités régulières de réduction de sa surface.

Mais ici, comme dans d'autres académies, enseignants et parents d'élèves refusent de payer le prix de ces choix politiques. Des actions sont déjà engagées à Harfleur et Dieppe contre ces sorties de l'Éducation Prioritaire. La FSU doit soutenir ces mobilisations et construire au niveau national la réaction à cette réforme.

L'enjeu est fondamental pour l'avenir de l'Éducation Prioritaire comme pour celui de l'École Publique : choisir d'accorder des moyens insuffisants, c'est nier les besoins (et les mettre en concurrence). C'est la reconnaissance des besoins qui doit déterminer les moyens à mettre en œuvre !

Thomas AUDIGIER, Ecoles du Havre : Élémentaire Jean Jaurès
Maternelle Jules Durand, Maternelle Lamartine.

Universités : le dogme libéral toujours à l'œuvre !

L'adoption du budget 2015 confirme deux mauvaises nouvelles supplémentaires pour le fonctionnement des universités : tout d'abord le maintien du dogme libéral du « crédit impôt recherche » qui demeure une aubaine financière de 6 Mds € – pour les grandes entreprises essentiellement – malgré la volonté de certains parlementaires de limiter ce dispositif inefficace ; ensuite, la décision surprise du gouvernement de retirer 70 M € du budget des universités ce qui amène finalement le budget 2015 en-deçà du budget 2014, malgré une hausse globale du nombre d'étudiants et une augmentation des coûts de

masse salariale non compensée par l'État.

Dans ce contexte, nombre d'universités sont confrontées à des difficultés budgétaires croissantes qu'elles ne contiennent que par la mise en œuvre de mesures d'austérité, comme c'est le cas depuis 3 ans à l'université du Havre : gels de postes d'enseignants et de personnels administratifs et techniques, suppression de filières, mutualisations, arrêt de programmes d'investissements...

Pourtant, ces mesures sont assurément vouées à l'échec si l'on reste dans le cadre de l'austérité au niveau national. Et l'étape suivante sera inévitablement celle de la hausse des droits d'inscriptions et de la sélection à l'entrée à l'université aujourd'hui évoquée par les tenants du libéralisme, à droite comme au PS.

L'intersyndicale de l'enseignement supérieur et la recherche appelle à une mobilisation nationale le 11 décembre prochain sur le thème du budget et de l'emploi public.

Pierre-Emmanuel BERCHE, SNESup, Université de Rouen.

Aucun élève ne doit dormir dans la rue !

Le rasage au bulldozer du campement rom installé sur un terrain de l'IUT de Caucriauville au Havre a coûté plus de 16000 euros à l'université du Havre. Le prix à payer pour renvoyer à la rue plus de 90 personnes. Parmi celles-ci plus de 40 enfants (le plus jeune a deux mois) qui se retrouvent brutalement déscolarisés. Ni la préfecture, ni la mairie, ni la CODAH (responsable de l'hébergement d'urgence) ne répondent aux (nombreuses) sollicitations du collectif hébergement. Alors que l'état et les collectivités, du PS à l'UMP appliquent dans le mutisme le plus complet une même politique qui se résume à "leur en faire baver pour qu'ils partent", le FN la revendique fièrement. Un tract appelant quasiment à s'organiser pour aller virer les squatteurs de leurs refuges de fortune a été largement diffusé dans les boîtes aux lettres de plusieurs quartiers du Havre la semaine dernière. Dans ce contexte, seule l'inspection d'académie accepte de nous recevoir dans le cadre de l'obligation de scolarisation des enfants.

Une campagne est en cours dans et autour des écoles. La pétition unitaire¹ a déjà rassemblé plusieurs centaines de signatures. Vous pouvez participer à cette action en la faisant signer dans la profession et en informant les parents de son existence. Le collectif continue par ailleurs sa campagne d'accrochage de banderoles autour des écoles. Nous serons reçus par l'inspecteur d'académie adjoint au Havre le 25 Novembre et vous tiendrons informés des suites à donner à notre action.

¹ <http://www.educationsansfrontieres.org/spip.php?article51992>



Vincent ALES, PE brigade, Le Havre.